

Les visages de l'or vert au Cameroun : Forces, faiblesses, opportunités et menaces

■ Brefs aperçus et découvertes des charmes et potentialités du Cameroun dans le domaine agricole

Le Cameroun s'est doté d'une vision de développement dont la finalité est de faire du pays, « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035. Dans ce cadre, une place de choix est réservée au secteur rural dans le processus de relance économique du pays. Ce secteur reste le principal pilier sur lequel l'économie camerounaise repose en vue d'atteindre ses objectifs de croissance à deux chiffres. Il présente l'avantage d'induire des effets d'entraînement sur les autres secteurs.

Conscient de l'importance de ce secteur, le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya a engagé le gouvernement à opérer une véritable « révolution agricole » dans le cadre de ce qu'il a appelé « Agriculture de Seconde Génération ».

La contribution du sous-secteur « Agriculture et Développement Rural » à la relance économique du Cameroun est importante. En effet, son apport reste perceptible sur la croissance économique, la génération d'emplois, ainsi que dans le processus de promotion de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire. Cette situation se justifie par les potentialités agro-écologiques offertes par le milieu et la volonté politique du gouvernement pour assurer le développement de ce sous-secteur.

**Dossier réalisé
par Djaoudjaourou, Théophile Awana
et Heris Nange Tohnain**



Les atouts et les potentialités de l'agriculture camerounaise

■ *Le Cameroun est un grand pays agricole qui regorge de potentialités innombrables, variées et importantes pour son développement. Elles se déclinent ainsi qu'il suit:*

Une grande diversité agro-écologique

Il s'agit de cinq zones agro-écologiques et d'un vaste réseau hydrographique favorable aux activités agricoles variées avec des activités anthropiques variées également.

Disponibilité et fertilité des sols : zone écologique propice à l'activité agricole

Les ressources foncières au Cameroun sont importantes, mais largement non ou sous exploitées. Le pays a une superficie de 47 millions d'hectares cultivables, 9,2 millions sont utilisées à des fins agricoles. Les terres arables s'étendent sur environ 7,2 millions d'hectares auxquels il faut ajouter près de 2 millions d'hectares de pâturages. Seulement 1.8 millions d'hectares actuellement sont effectivement cultivés (26% de la surface cultivable).

Le pays comporte une variété de paysages, de zones géomorphologiques et climatiques, qui peuvent être regroupées en cinq entités régionales ou zones agro-écologiques distinctes. Du point de vue de l'étendue et des caractéristiques pluviométriques et pédologiques, les cinq grandes unités écologiques qui composent le territoire national sont :

- i) la zone forestière monomodale ;
- ii) la zone forestière bimodale ;
- iii) la zone des hauts plateaux ;
- iv) la zone des hautes savanes ;
- v) la zone des savanes soudano-sahéliennes.

Great potential of irrigable land

Cameroon has over 7,200,000 hectares of arable land with less than one-fifth under cultivation. More than 4,000,000 hectares of Cameroon's 7,200,000 hectares of arable land are exploited. However, most of it is exploited by small family farmers or small-scale producers. In order to meet the sustainable development goals of eradicating hunger, increasing production and modernising agriculture, it is necessary to switch to second-generation agriculture, in other words, manage larger farms.

A dynamic national agricultural research system

Cameroon has a dynamic national agricultural research system with a strategic plan, research programmes and numerous research results that need to be used in the agricultural sector.

A highly strategic geographical position

Cameroon is located at the heart of Africa and in the Gulf of Guinea, at the junction of Equatorial Africa in the south and Tropical Africa in the north. Its wide coastline provides many economic and commercial opportunities.

Cameroon, more than the other countries of the Central African sub-region is endowed with climatic and natural conditions that are very favourable to agricultural production.

A dynamic population

Following the drop in commodity prices, agricultural producers easily adopted the government's policy of crop and export diversification. The current growing interest in cooperative movements is proof of the willingness and ability of rural people to take control of their own destiny.



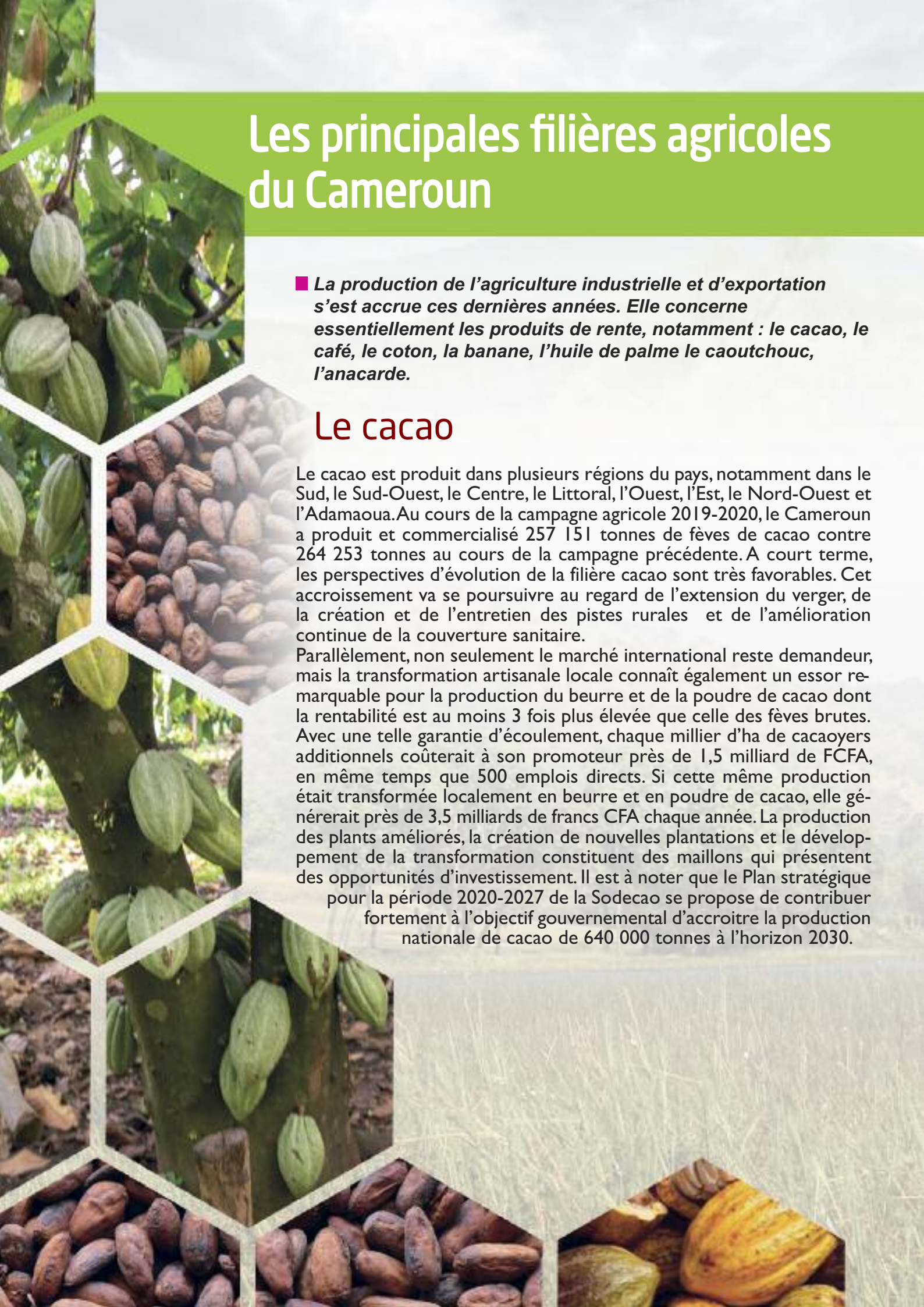
Les principales filières agricoles du Cameroun

■ *La production de l'agriculture industrielle et d'exportation s'est accrue ces dernières années. Elle concerne essentiellement les produits de rente, notamment : le cacao, le café, le coton, la banane, l'huile de palme le caoutchouc, l'anacarde.*

Le cacao

Le cacao est produit dans plusieurs régions du pays, notamment dans le Sud, le Sud-Ouest, le Centre, le Littoral, l'Ouest, l'Est, le Nord-Ouest et l'Adamaoua. Au cours de la campagne agricole 2019-2020, le Cameroun a produit et commercialisé 257 151 tonnes de fèves de cacao contre 264 253 tonnes au cours de la campagne précédente. A court terme, les perspectives d'évolution de la filière cacao sont très favorables. Cet accroissement va se poursuivre au regard de l'extension du verger, de la création et de l'entretien des pistes rurales et de l'amélioration continue de la couverture sanitaire.

Parallèlement, non seulement le marché international reste demandeur, mais la transformation artisanale locale connaît également un essor remarquable pour la production du beurre et de la poudre de cacao dont la rentabilité est au moins 3 fois plus élevée que celle des fèves brutes. Avec une telle garantie d'écoulement, chaque millier d'ha de cacaoyers additionnels coûterait à son promoteur près de 1,5 milliard de FCFA, en même temps que 500 emplois directs. Si cette même production était transformée localement en beurre et en poudre de cacao, elle générerait près de 3,5 milliards de francs CFA chaque année. La production des plants améliorés, la création de nouvelles plantations et le développement de la transformation constituent des maillons qui présentent des opportunités d'investissement. Il est à noter que le Plan stratégique pour la période 2020-2027 de la Sodécao se propose de contribuer fortement à l'objectif gouvernemental d'accroître la production nationale de cacao de 640 000 tonnes à l'horizon 2030.



Coffee

The Government's Production targets for year 2020 within the framework of the recovery plan stand at 125,000 tonnes of Robusta coffee and 35,000 tonnes of Arabica coffee. Coffee is cultivated in several regions of the country including the West, Littoral, Centre, and East Regions. Coffee farming activities cover 210,000 ha and create around 150,000 permanent jobs and 280,000 temporary jobs. Production amounts to about 8,000 tonnes for Arabica coffee and 37,000 tonnes for Robusta coffee. A start-up investment of 1.5 billion CFA francs would enable the creation of about 1,875 ha of coffee plants, for an average production of 1,300 tonnes of coffee. Exports would generate about 1.3 billion CFA francs annually in foreign currency and 800 permanent jobs. If this additional output were entirely processed locally into roasted coffee, it would generate CFAF 1.6 billion. Investment opportunities in this sub-sector are geared towards production through the creation of new orchards in the East, Littoral, South-West and Centre Regions. In order to increase the added value of Cameroon's coffee, it is important to create coffee processing units that will contribute to improving the country's trade balance.

Cotton

During the 2019-2020 farming season, Cameroon produced 328,448 tonnes, that is an 8.36% increase, compared with the 2018-2019 production, which stood at 320,062 tonnes. In real terms, this represents an increase of 8,386 tonnes between the two seasons. The increase in production in 2019-2020 is due, inter alia, to the distribution of 30 billion FCFA of credit in terms of fertilizers, pesticides and agricultural equipment.

All cotton produce is sold to SODECOTON, which has a monopoly in this sub-sector. Each year SODECOTON pays out about 2 billion FCFA in wages for 732 permanent jobs and 1,200 temporary jobs. Production output could soon record a significant increase, considering the actions taken by government to relaunch this sub-sector.

However, despite the measures taken by public authorities to revitalise this sub-sector, producers' incomes may not improve significantly in the short term due to the uncertainty of the international market. Therefore, in order to improve the standards of living of populations in the cotton-producing areas, local processing activities of this product will have to be intensified.



La banane dessert

La banane dessert présente une très nette dualité qui rend difficile toute analyse en ce sens qu'elle est à la fois à la base de l'alimentation humaine à l'instar du riz, du blé et du maïs et un important produit d'exportation.

La banane dessert est produite dans neuf régions sur dix du Cameroun (la région du Nord exceptée). Les zones de grande production sont le Littoral et le Sud-Ouest. La banane couvre une superficie de terre avoisinant 9 200 hectares. La production, estimée à 343 000 tonnes avec environ 260 000 tonnes pour les agro-industries dont la production est presque entièrement exportée.

La banane dessert camerounaise est très appréciée sur le marché international. Le pays est le premier producteur de bananes dans la zone Afrique, Caraïbes et Pacifique.

La filière banane tire principalement sa force de son poids stratégique sur la balance commerciale. A court terme et compte tenu des contraintes du marché, il s'agit essentiellement de préserver sa capacité productive actuelle et ce faisant, les emplois et les devises qu'elle génère. Compte tenu de sa rentabilité et de la disponibilité des terres dans sa zone agro-écologique de prédilection, des investissements privés supplémentaires sont recommandés dans la filière pour accroître les superficies cultivées et les productions.

L'huile de palme

Le Cameroun est le plus grand producteur d'huile de palme de la sous-région CEMAC avec une superficie de terres exploitée estimée à 65 000 hectares. Les exploitants sont de plus en plus nombreux dans la filière, mais la fraction la plus importante de la production est assurée par la Société Camerounaise des Palmerais (SOCAPALM), la Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (SAFACAM) et la Société des Fermes Suisses qui, à elles seules couvrent près de 40 000 ha de palmeraies, essentiellement localisées dans les régions du Littoral, du Sud-Ouest et du Sud. Par ailleurs, ces trois entreprises réalisent près de 80% de la production nationale d'huile de palme.

Malgré ces performances, la demande nationale en huile de palme reste loin d'être satisfaite. Les unités de transformation de l'huile de palme tournent en moyenne à 50% de leurs potentiels, en même temps que des périodes de pénurie sont de temps en temps enregistrées sur les marchés de consommation. En outre, la demande mondiale en huile de palme brute s'accroît annuellement de près de 4%. Les sous-produits de la filière sont encore largement sous exploités au Cameroun.

La filière palmier à huile a encore devant elle, un vaste champ d'opportunités. Dans le souci d'améliorer la production d'huile de palme, les principaux producteurs envisagent d'étendre davantage les superficies.

Les implications de la transformation industrielle et de la valorisation des sous-produits s'ajouteront à ces performances. La création de nouveaux vergers par les investisseurs privés est fortement encouragée par le gouvernement.

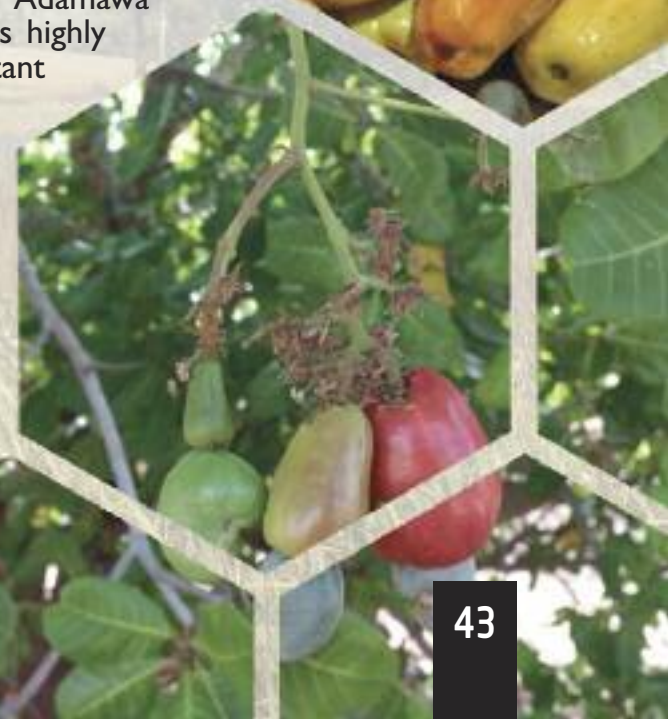
Natural rubber

Rubber production remained almost unchanged in the past years. The continuous drop in sales prices since 2012 and unfavourable weather conditions are responsible for this stagnation. In 2019, a decline in Chinese demand and abundant supplies jeopardized the recovery of global natural rubber prices.

The development of small-scale producers' farms around and under the supervision of large agribusiness companies would certainly help develop this sub-sector in Cameroon

Cashew nut

Cameroon aims to produce and distribute 5 million cashew nuts or cashew nut plants in 5 years, which will enable the country to plant about 50,000 hectares of cashew trees. The national strategy for the promotion and development of the cashew nut sub-sector plans to produce 50,000 tonnes in 2025. The Government strategy also envisages to create about 150,000 jobs in the cashew nut sub-sector by the year 2023, including about 1,000 jobs in the processing sector. According to experts, cashew nut, a cash crop still unknown in Cameroon, can be cultivated in all the ten regions of the country. Part of the Centre Region, the East Region, and the three northern Regions of the country (North Far North and Adamawa), with hot climates are best suited to this crop. In the North, Far North and Adamawa Regions, the development of the cashew nut sub-sector is highly promising, as this crop may become the second most important cash crop in this part of Cameroon after cotton.





L'agriculture vivrière

■ *L'agriculture vivrière est une agriculture essentiellement tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance. Elle est en grande partie autoconsommée par les agriculteurs et la population locale.*

L'agriculture vivrière au Cameroun regroupe

- *les céréales telles que le blé, le maïs, le mil, le sorgho, le riz paddy, etc. ;*
- *les racines, les tubercules et bananes : le manioc, la banane douce non industrielle, la banane plantain, le macabo, le taro, la pomme de terre, l'igname, etc. ;*
- *les plantes oléagineuses telles que l'arachide, la noix de cajou, la graine de coton, etc.;*
- *les fruits et légumes, notamment les agrumes, les ananas, les fruits tropicaux, les légumineuses et les légumes secs, les épices et les condiments, les légumes feuilles et les champignons, les plantes et les fleurs d'ornement, etc.*

Le principal défi à relever dans le domaine des productions vivrières concerne le passage à une production rurale intensive qui permettrait : (i) d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires (ii) d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties et enfin, (iii) de développer les exportations et améliorer la balance commerciale.

Le riz

En 2020, la demande de riz est évaluée à 576 949 tonnes pour une production moyenne nationale de 140 170 tonnes (24,3% de la demande). Les pouvoirs publics comptent accroître les volumes de production dans la filière rizicole, pour pouvoir mettre sur le marché national, "au moins 350 000 tonnes de riz blanchi à l'horizon 2023". Parmi les projets en cours figurent en bonne place, selon Gabriel Mbaïrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural "l'appui technique et financier aux coopératives et agro-industries pour la production des semences de qualité, la vulgarisation des techniques modernes de production de riz, ainsi que l'amélioration des techniques de récolte et de post-récolte à travers différents projets [...] un programme

d'aménagement de 37 500 hectares supplémentaires de périmètres hydro-agricoles". C'est dire que la demande locale de riz est loin d'être satisfaite. On l'estime à 25 kg par personne, soit (pour 20 millions de Camerounais), environ 500 000 tonnes de riz. Le déficit de production serait donc de l'ordre de 350 000 tonnes de riz, ce qui correspond à une production de 600 000 tonnes de paddy. Au regard des réserves foncières disponibles pour la culture du riz, du déficit de production ci-dessus mentionné et de la forte demande en riz enregistrée dans la sous-région CEMAC, le Gouvernement du Cameroun encourage des investissements privés en vue d'accroître plus efficacement l'offre.

Maize

Maize production in Cameroon peaked at 2.3 million tonnes in 2019. However, this production could not meet national demand, which is slightly over 2.8 million tonnes. Consequently, Cameroon recorded a maize production deficit of over 500,000 tonnes in 2019. This deficit, which has been recurrent for several years, often forces brewing companies to resort to imports to meet their maize grits needs. The same is true for the poultry industry, where maize accounts for up to 80% of feed, the main feed for chickens. Faced with this discrepancy between national maize production and the needs of industry and the population, the Government of Cameroon set up a national support programme for the maize sub-sector a few years ago.

The revival of the sub-sector requires increased private investments in the production of improved seed varieties, the creation of new farms, the promotion of agricultural mechanisation and the development of processing. These measures could result in an increase in cultivated areas, yields per hectare and production.

Cassava

Cassava production lays emphasis on varieties that are suitable for industrial production and likely to lead to a wide range of cassava derivatives and by-products. The revival of this sub-sector involves the promotion of industrial production of cassava intended for processing to produce starch and other derivatives indispensable for agro-food, textile, cosmetics, pharmaceutical, brewing industries, etc.



Les nouvelles zones agricoles du Cameroun

Le Cameroun dispose d'abondantes ressources foncières encore largement sous-exploitées. L'une des caractéristiques importantes de ces terres est leur adaptabilité à une gamme variée de cultures. Ainsi, dans chacune des cinq zones agro-écologiques que compte le Cameroun, il est possible de développer une diversité de cultures dont les céréales, les oléagineux, les racines et tubercules, les fruits et légumes et les cultures pérennes.

Toutefois, l'essentiel des réserves en terres arables du Cameroun se situent dans les Régions de l'Est, du Littoral, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest, du Nord, du Centre et de l'Adamaoua. On y trouve de vastes étendues de terres encore inexploitées, présentant des potentialités agricoles variées :

- la zone située entre la plaine Tikar et le plateau de l'Adamaoua est le domaine des hautes savanes, propices pour les cultures céréalières, oléagineuses, fruitières ainsi que les racines et tubercules;
- la zone soudano-sahélienne comprise entre le Nord de la Région de l'Adamaoua et la ville de Kousséri dans l'Extrême-Nord est essentiellement apte pour les cultures céréalières, fruitières et maraîchères ;
- la zone côtière comprenant une partie de la Région du Littoral et le Sud-ouest est adaptée à toutes les gammes de cultures (céréalières, oléagineuses, fruitières, racines et tubercules) ;
- les Régions de l'Est et du Nord-Ouest sont favorables pour les cultures oléagineuses, fruitières ainsi que pour les racines et tubercules.

Major threats to the agricultural sector in Cameroon

■ *Cameroon agriculture faces major challenges and threats at several levels as detailed in the situational analysis of the agricultural sector proposed and highlighted in the National Agriculture Investment Plan (2014-2020) and the Rural Sector Development Strategy (2015-2020).*

The analysis of the realities of Cameroon agriculture shows a strong dominance of the agricultural sector by family farming with low-intensity production systems (RSDS, 2016). However, the sector employed 51.2% of the population during the 2016/2017 season, with a high rate of about 70% in the Far North and West Regions. The average farm size is 1.7 ha.

The second threat is the ageing of farmers and the dependence of young people on the informal sector. According to IEESI 2, in the predominantly informal agricultural sector in rural areas, the average age of heads of households is 45.6 years compared with other sectors. Moreover, the Socio-Economic Group (SEG) of farmers is proportional to age: about 25% of 25-29 years old, 40% of 40-44 years old, 50% of 50-54 years old, 60% of 60-64 years old and 75% of 65 years old and over.

The third threat is the under-financing of agricultural activities by credit institutions where the minimum conditions for granting credit (land title, guarantee) are not accessible to farmers. According to the results of ECAM3, only 5.5% of households' credit applications were approved. Other factors include low income and difficult living conditions of rural households, given that in the informal agricultural sector, the average monthly income is less than 27.500 CFA francs compared with the institutional sector, making it the poorest group. The dilapidated and inadequate transport and socio-economic infrastructures, as well as the poor quality of housing exacerbate these constraints.

The shortcomings of the legislative and regulatory framework with significant disparities in regional development and land access that are unfavourable



Access from farm to market road

to private investment, is yet another threat.

The thorny issue of access to production areas due to overlapping authorities in the development of rural tracks between several ministries (Public Works, MINEPAT and MINADER). The review of public expenditures in the rural sector in 2018 (EACOM, 2018) identified the following as the main causes: the presence of numerous actors in the construction of access roads to agro-pastoral basins, with no effective coordination of actions; the failure to control climate change hazards; current agricultural extension and advisory systems and their shortcomings; insufficient qualitative and quantitative seed; and poor quality of public expenditures management in the rural sector. The Review of Public Expenditures in the Rural Sector (AECOM, 2018) concludes that the overall financing of the sector is appropriate but not efficient enough. There are too many ministries, public institutions and projects managing a juxtaposition of roles, as well as high transaction costs with no effective results.

Furthermore, the weak strategic framework, with expenditure largely meant for the functioning of public institutions; excessive centralisation of budget execution and the permanent top-down approaches, does not allow for the optimal use of local staff. There is also the problem of poor collaboration among the various stakeholders (RLAs, professional organisations, private sector, civil society, TFPs, NGOs).